

## EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

Séance ordinaire du conseil de Ville de Saint-Gabriel

Tenue le 2 mars 2020

À laquelle étaient présents :

Monsieur Gaétan Gravel, maire

Monsieur Réjean Riel, conseiller No.1

Madame Julie Tessier, conseillère No.2

Monsieur Yves Morin, conseiller No.3

Madame Sylvie St-Georges, conseillère No.4

Monsieur Christian Paquin, conseiller No.5

---

### RÉSOLUTION NUMÉRO : 065-02-2020

---

#### **Projet Communautés bleues – Reconnaître le droit à l'eau et aux services d'assainissement**

**ATTENDU QU'**à travers le monde, près de 750 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, que quatre milliards de personnes font face à une grave pénurie d'eau et que 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement adéquats ;

**ATTENDU QU'**au Canada, un nombre disproportionné de communautés autochtones n'ont pas accès à l'eau potable et aux services d'assainissement;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 28 juillet 2010 une résolution reconnaissant le droit à l'eau et aux services d'assainissement ;

**ATTENDU QUE** le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté le 23 septembre 2011 une résolution sur le droit à l'eau potable et aux services d'assainissement, qui demande aux gouvernements d'agir concrètement en se dotant de plans d'action, en mettant en place des mécanismes de surveillance et de reddition de comptes et en assurant l'accès à des services abordables à toute leur population ;

**ATTENDU QUE** le Syndicat canadien de la fonction publique et le Conseil des Canadiens ont demandé aux municipalités canadiennes de les aider à convaincre le gouvernement fédéral de protéger le droit à l'eau et aux services d'assainissement ;

**ATTENDU QUE** la reconnaissance du droit à l'eau et aux services d'assainissement est l'une des trois étapes requises pour que la Ville de Saint-Gabriel puisse obtenir le titre de « communauté bleue ».

**Il est proposé par Christian Paquin Coutu**

**Appuyé par Sylvie St-Georges**

**Et résolu :**

**QUE** la Ville de Saint-Gabriel reconnaisse et affirme que le droit à l'eau et aux services d'assainissement est un droit de la personne ;

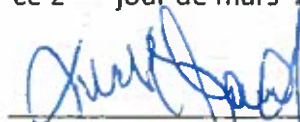
**QUE** la Ville de Saint-Gabriel demande aux gouvernements fédéral et provincial d'enchâsser le droit à l'eau et aux services d'assainissement dans leurs lois respectives ;

**QUE** la Ville de Saint-Gabriel demande au gouvernement fédéral de se doter d'un plan national d'action en vue de faire respecter le droit à l'eau et aux services d'assainissement.

**Adoptée à l'unanimité**

**Copie certifiée conforme**

donnée à Ville de Saint-Gabriel  
ce 2<sup>ième</sup> jour de mars 2020



---

*Michel St-Laurent*  
Directeur général et greffier

## EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

Séance ordinaire du conseil de Ville de Saint-Gabriel

Tenue le 2 mars 2020

À laquelle étaient présents :

Monsieur Gaétan Gravel, maire

Monsieur Réjean Riel, conseiller №.1

Madame Julie Tessier, conseillère №.2

Monsieur Yves Morin, conseiller №.3

Madame Sylvie St-Georges, conseillère №.4

Monsieur Christian Paquin, conseiller №.5

---

### RÉSOLUTION NUMÉRO : 066-02-2020

---

#### **Projet Communautés bleues – Bannir ou éliminer graduellement la vente d'eau embouteillée dans les établissements municipaux et lors des activités municipales**

**ATTENDU QUE** la Ville de Saint-Gabriel exploite et entretient un système sophistiqué et réglementé de traitement et de distribution de l'eau potable qui répond à des normes de qualité parmi les plus strictes au monde ;

**ATTENDU QUE** la réglementation entourant la qualité de l'eau embouteillée n'est pas aussi stricte que celle que doit respecter la Ville de Saint-Gabriel ;

**ATTENDU QUE** l'eau embouteillée est jusqu'à 3000 fois plus coûteuse que l'eau du robinet à la Ville de Saint-Gabriel, et ce, même si l'eau embouteillée provient parfois d'un aqueduc municipal ;

**ATTENDU QUE** le pompage de la ressource, l'emballage et la distribution des bouteilles d'eau jetables ont des répercussions négatives sur la qualité de l'air et le climat, qu'ils entraînent une utilisation inutile des ressources, comme le pétrole qui entre dans la fabrication des bouteilles en plastique et le carburant nécessaire à l'acheminement des bouteilles d'eau jusqu'aux consommateurs, et que le recyclage et l'élimination des bouteilles engendrent des coûts inutiles;

**ATTENDU QUE** l'eau du robinet de la Ville de Saint-Gabriel est sécuritaire, saine et accessible à la population et aux visiteurs, qu'elle est déjà accessible dans la plupart des établissements publics et qu'elle est nettement plus respectueuse de l'environnement que l'eau embouteillée ;

**ATTENDU QU'**en l'absence d'accès à l'eau potable municipale, l'eau embouteillée peut représenter une solution de rechange adéquate ;

**ATTENDU QUE** l'interdiction de la vente et de la distribution d'eau embouteillée dans les établissements municipaux et lors des activités municipales est l'une des trois étapes requises pour que la Ville de Saint-Gabriel puisse obtenir le titre de « communauté bleue ».

**Il est proposé par Julie Tessier**

**Appuyé par Yves Morin**

**Et résolu :**

**QUE** la Ville de Saint-Gabriel mette fin à la vente de bouteilles d'eau jetables dans les installations municipales, les concessions détenues ou gérées par la municipalité et les distributrices qui se trouvent dans les établissements publics, et ce, à condition qu'on ait accès à l'eau potable municipale dans ces établissements ;

**QUE** la Ville de Saint-Gabriel cesse d'acheter des bouteilles d'eau jetables pour distribution lors des assemblées municipales, des activités municipales ou de travaux extérieurs, et ce, à condition qu'on ait accès à l'eau potable municipale lors de ces événements ;

**QUE** la Ville de Saint-Gabriel prévoit plus de pichets d'eau municipale pour les assemblées et les activités municipales ;

**QUE** la Ville de Saint-Gabriel lance une campagne de sensibilisation auprès du personnel et de la population pour expliquer les raisons qui sous-tendent ces décisions.

**Adoptée à l'unanimité**

**Copie certifiée conforme**

donnée à Ville de Saint-Gabriel  
ce 2<sup>ième</sup> jour de mars 2020

  
\_\_\_\_\_  
Michel St-Laurent

Directeur général et greffier

## EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

Séance ordinaire du conseil de Ville de Saint-Gabriel  
Tenue le 2 mars 2020

### À laquelle étaient présents :

Monsieur Gaétan Gravel, maire  
Monsieur Réjean Riel, conseiller №.1  
Madame Julie Tessier, conseillère №.2  
Monsieur Yves Morin, conseiller №.3  
Madame Sylvie St-Georges, conseillère №.4  
Monsieur Christian Paquin, conseiller №.5

---

## RÉSOLUTION NUMÉRO : 067-02-2020

---

### **Projet Communautés bleues – Promotion des services d'eau et d'eaux usées financés, détenus et exploités par les gouvernements**

**ATTENDU QUE** la santé publique dépend d'un accès équitable à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement ;

**ATTENDU QUE** la propriété et l'exploitation publiques des systèmes d'eau potable et d'eaux usées ont puissamment contribué à l'accessibilité et à la qualité de ces services depuis un siècle ;

**ATTENDU QUE** la Ville de Saint-Gabriel est déterminée à protéger ses systèmes d'eau et d'eaux usées contre les conséquences de la privatisation dans le cadre de partenariats public-privé (PPP), telles :

- l'absence de transparence et de reddition de comptes à la population;
- la hausse des coûts ;
- la hausse des frais facturés aux usagers ;
- des contrats qui limiteront, pendant plusieurs décennies, le pouvoir de décision des prochaines administrations municipales ;
- des accords commerciaux internationaux qui accordent aux entreprises privées du secteur de l'eau le droit de poursuivre en justice les municipalités qui décident de rapatrier leurs services d'eau à l'interne.

**ATTENDU QUE** la privatisation des systèmes et des services d'eau et d'eaux usées par l'entremise d'un PPP ou de la sous-traitance fait de l'eau une marchandise vendue pour réaliser des profits ;

**ATTENDU QUE** le gouvernement fédéral réclame un rehaussement fort nécessaire des normes concernant le traitement des eaux usées et que cela pourrait ouvrir la voie à la privatisation, à moins que le fédéral ne consacre un fonds d'infrastructure publique à la mise à niveau des installations de traitement des eaux usées ;

**ATTENDU QUE** le maintien du contrôle public sur les infrastructures d'eau et d'eaux usées est l'une des trois étapes requises pour que la Ville de Saint-Gabriel puisse obtenir le titre de « communauté bleue ».

**Il est proposé par Réjean Riel  
Appuyé par Yves Morin  
Et résolu :**

**QUE** la Ville de Saint-Gabriel s'oppose à la privatisation, sous toutes ses formes, des infrastructures et des services d'eau et d'eaux usées, y compris par le biais de PPP ou de contrats de service de courte durée, et s'engage à maintenir le financement, la propriété, l'exploitation et la gestion publics de ces services ;


**QUE** la Ville de Saint-Gabriel pousse le gouvernement fédéral à assumer sa responsabilité de soutenir les infrastructures municipales en investissant dans un fonds national d'infrastructures d'eau et d'eaux usées qui réponde aux besoins croissants en matière de renouvellement et de prolongement des systèmes d'eau et d'eaux usées, ce fonds devant financer uniquement des projets publics ;

**QUE** la Ville de Saint-Gabriel achemine la présente résolution à la Fédération canadienne des municipalités pour que celle-ci la distribue à ses membres.

**Adoptée à l'unanimité**

**Copie certifiée conforme**

donnée à Ville de Saint-Gabriel  
ce 2<sup>ème</sup> jour de mars 2020

  
\_\_\_\_\_  
Michel St-Laurent  
Directeur général et greffier